

### **Article L225-35 du code de commerce**

Le conseil d'administration détermine les orientations de l'activité de la société et veille à leur mise en oeuvre. Sous réserve des pouvoirs expressément attribués aux assemblées d'actionnaires et dans la limite de l'objet social, il se saisit de toute question intéressant la bonne marche de la société et règle par ses délibérations les affaires qui la concernent.

Dans les rapports avec les tiers, la société est engagée même par les actes du conseil d'administration qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

Le conseil d'administration procède aux contrôles et vérifications qu'il juge opportuns. Le président ou le directeur général de la société est tenu de communiquer à chaque administrateur tous les documents et informations nécessaires à l'accomplissement de sa mission.

Les cautions, avals et garanties donnés par des sociétés autres que celles exploitant des établissements bancaires ou financiers font l'objet d'une autorisation du conseil dans les conditions déterminées par décret en Conseil d'Etat. Ce décret détermine également les conditions dans lesquelles le dépassement de cette autorisation peut être opposé aux tiers.

### **Article L. 225-35 of French commercial code**

The board of directors determines the broad lines of the company's business activities and ensures their implementation. Without prejudice to the powers expressly invested in meetings of the shareholders, and within the limit of the corporate purpose, it deals with all matters relating to the conduct of the company's business and decides all pertinent issues through its deliberations.

In its dealings with third parties, the company is bound even by acts of its board of directors which do not come within the purview of the company's corporate mission, unless it can prove that the third party knew that a specific action was extraneous to that mission or, given the circumstances, could not have been ignorant of that fact, and mere publication of the memorandum and articles of association does not suffice to constitute such proof.

The board of directors shall carry out the inspections and verifications which it considers appropriate. The company's chairman or general manager is required to send all the documents and information necessary to perform this task to each director.

Undertakings, avals and guarantees given by companies other than banks or other financial institutions must be authorised by the board of directors as prescribed in a Conseil d'Etat decree. That decree also determines the conditions under which any transaction which exceeds that authorisation can be raised against third parties.